

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en baisse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en baisse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Automobile (Page 08)

Tesla va vendre jusqu'à 4,4 milliards

Le constructeur de voitures électriques attire depuis plusieurs mois des investisseurs qui considèrent ce type de véhicules comme le...

Caraïbes

Cuba abandonne la hausse des tarifs d'électricité prévue

Un ensemble de mesures économiques doivent entrer en vigueur au 1er janvier 2021 à Cuba, en même temps que l'unification des deux ... (Page 08)

Budget togolais exercice 2021

(Page 03)

Le bien-être social mis en avant



Togo / CCIT

6 mois pour organiser de nouvelles élections

La Délégation spéciale consulaire, devant relancer et piloter le processus électoral à la tête de la chambre de... (Page 02)

Gestion Publique

Renforcement des prérogatives de la Cour des comptes

Au Togo, le Conseil des ministres du 06 janvier 2021 a procédé à l'examen d'un avant-projet de loi organique portant attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des... (Page 04)

CAN U17

pays-hôte des éliminatoires, le Togo disqualifié !

Coup de tonnerre dans les éliminatoires de la CAN des moins de 17 ans en zone Afrique de l'Ouest B. Pays-hôte du tournoi qualificatif et qualifié pour ... (Page 11)

Banque africaine de développement

Une nouvelle stratégie de genre pour 2021-2025

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement approuve une nouvelle ... (Page 06)



Représentation du Togo au sein de l'UEMOA

(Page 04)

Prof Kako Nubukpo, le choix de Faure Gnassingbé

Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste du Togo

Devises	Euro	Dollars US	Yen japonais	Livre sterling	Fran suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham (Eau)
Achat	655,957	535,000	5,140	722,750	603,250	418,500	82,250	145,250
Vente	655,957	542,000	5,200	729,750	609,250	425,500	84,000	148,000

source: BCEAO

Togo / CCIT

6 mois pour organiser de nouvelles élections

La Délégation spéciale consulaire, devant relancer et piloter le processus électoral à la tête de la chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT), prend fonction.



• Nathalie Bitho Manzinèwè en charge de la transition à la CCIT

Nathalie Bitho Manzinèwè en charge de la transition à la CCIT. Annoncée en conseil des ministres il y a quelques jours, la nouvelle structure qui va piloter la transition, est dirigée par Nathalie Bitho, Expert-comptable, et notamment Ancienne Ministre et ancienne Secrétaire d'État chargée de la jeunesse et de l'emploi des jeunes ; Ex-Directeur de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'Afrique de l'ouest au

Togo ; Fondatrice et Gérante du cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes IIC SARL et Administratrice Provisoire des Hôtels SAKAWA et LEBENIN. Nathalie Bitho Manzinèwè dispose d'un mandat de 6 mois, pour organiser ces élections, au sein du Bureau de la CCIT. La mission est en effet de « conduire les élections au niveau de la Chambre et de mettre en place de nouveaux organes » selon la cheffe de délégation.

Pour ce faire « il faudra regarder les textes, ne pas ignorer qu'il y a des normes internationalement admises qu'il faudrait insuffler au niveau de la chambre, et mettre en place des organes forts », a-t-elle martelé. De son côté, le président sortant, Germain Meba, a passé le flambeau avec « le sentiment du devoir accompli », en attendant la tenue des prochains scrutins.

Avec Togo First

Vaccin anti-Covid-19**Le Togo explore la piste Pfizer**

Au-delà d'attendre l'initiative Covax, censée faciliter l'accès au vaccin contre le nouveau coronavirus, le Togo cherche des canaux alternatifs pour s'approvisionner, notamment du côté de l'américain Pfizer BioNTech. C'est ce qu'a indiqué la Coordination nationale de gestion de la riposte (CNGR), mercredi 6 janvier 2020, lors de son point de presse hebdomadaire.



« Nous aurons des doses bien avant l'arrivée des vaccins du covax en juin » déclare notamment le Colonel Djibril Mohaman, à la tête de la CNGR, en insistant sur la volonté d'agir

avec « anticipation », sur la pandémie, qui a fait à ce jour 70 morts au Togo. « La future campagne de vaccination va ainsi mobiliser l'ensemble du système de santé et concernera en premier lieu le

personnel soignant, les plus de 50 ans et les moins de 50 ans présentant des facteurs de comorbidités », explique notamment le dernier conseil des ministres, qui s'est également tenu mercredi. Après cette première catégorie, la vaccination devrait ensuite concerner notamment les étudiants, les enseignants, le personnel des administrations publiques et parapubliques, ou encore les forces de l'ordre.

Avec Togo First

AUX DÉCIDEURS...**Et... c'est reparti...**

L'actualité économique d'ici et d'ailleurs au quotidien, leitmotiv du journal « L'économiste du Togo » prend son envol pour le compte de l'année 2021.

D'après Jean-Marie Charron, avant les années 1970, la place de l'économie dans la presse générale était bien moindre qu'aujourd'hui ; les grands quotidiens ont progressivement développé les articles économiques, ont inséré dans leur édition des cahiers ou des suppléments spécifiques. Par ailleurs, des médias spécialisés en économie sont apparus dans la presse écrite, sur les ondes, le petit écran et les sites internet.

Or, nul n'ignore l'importance de l'actualité économique pour le développement d'un pays. Un an déjà que le quotidien « L'économiste du Togo » distille à l'opinion publique nationale et internationale, la crème de l'information économique pour apporter sa pierre à l'édification d'un Togo économiquement fort et prospère, une terre propice à l'investissement et à la prospérité.

Annonces, partenaires publics et privés, lecteurs, sympathisants et autres inconditionnels de « L'économiste du Togo », toute l'équipe dirigeante et rédactionnelle vous remercient pour la confiance toute de suite accordée spontanément à ce nouveau-né du riche univers médiatique togolais.

L'engagement est donc pris au début de cette nouvelle année pour une meilleure production des éditions quotidiennes de « L'économiste du Togo » pour que s'agrandisse la famille des partenaires du premier quotidien économique du Togo.

L'information est capitale pour le développement économique d'un pays. Plus spécifiquement l'information à caractère économique.

Les activités économiques, leurs promoteurs ou leurs responsables ont besoin sans cesse d'informations nouvelles pour se maintenir, pour suivre la croissance de la branche dans laquelle ils travaillent, tant il est vrai aujourd'hui, soit on progresse soit on disparaît. Cette vérité de La Palisse conduit à reconnaître une fois de plus le rôle combien important de l'information dans le progrès économique, qu'il s'agisse de l'industrie, du commerce, de l'agriculture ou de l'artisanat.

C'est pourquoi, « L'économiste du Togo » s'est donnée pour mission d'informer au quotidien sur les secteurs de l'économie...

KPATIDE Komlan

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Budget togolais exercice 2021

Le bien-être social mis en avant

L'amélioration des conditions de vie et des populations est la priorité des plus hautes autorités du Togo qui accordent 445,1 milliards de francs CFA au social contre 401,7 milliards en 2020, ce qui équivaut à une hausse de 10,8 %.

• Bernard AFAWOUBO

Le Togo ne jure que par le développement socioéconomique, capable d'améliorer les conditions de vie des habitants quelles que soient leur couche sociale et localisation sur le territoire. La feuille de route stratégique (2020-2025) en fait une priorité. Elle s'articule autour de 03 points : le renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociales ; la consolidation de la paix et la dynamisation de la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie ; la modernisation du pays et le renforcement de ses structures. Logiquement, le budget exercice 2021 approuvé par les députés est fortement orienté vers les secteurs sociaux. La loi de finances a été votée par les parlementaires, vendredi 18 décembre 2020. Avec une

forte teneur sociale, le budget s'équilibre en ressources et en charges à 1 521,6 milliards de francs CFA. Les recettes budgétaires s'établissent à 839,6 milliards et les dépenses budgétaires sont chiffrées à 1 120,4 milliards. Cette loi a été adoptée dans un paysage piétiné par la covid-19 et dans lequel le Togo, comme les autres pays, est exposé au danger. Tout de même, les mesures de riposte économiques, fiscales et sociales lui permettent de rester debout. Pour preuve, l'économie nationale a connu une croissance de 0,7%. Mieux encore, les perspectives pour 2021 sont rassurantes. Elles permettent de tabler sur une croissance de 4,7% dans l'hypothèse d'une rapide maîtrise de la pandémie. Aujourd'hui, les indicateurs macroéconomiques du Togo



sont au vert, avec un cadre stable et un taux d'endettement en dessous de la barre des 70% qui est la norme communautaire. Les pouvoirs publics accordent 445,1 milliards de francs CFA au social contre 401,7 milliards en 2020, ce qui équivaut à

une hausse de 10,8 %. Précisément, 65,7 milliards sont alloués à l'agriculture et l'agro-industrie. 09 milliards de francs CFA sont réservés aux pistes rurales afin de faciliter l'accès des producteurs et des populations rurales aux marchés ainsi qu'aux

infrastructures de base de santé et d'éducation. Le secteur sanitaire est crédité de 77,9 milliards de francs CFA pour un meilleur fonctionnement en 2021 tandis que 195,5 milliards sont dédiés à l'éducation, secteur incon-

turnable dans le processus de développement national. S'agissant du numérique, le pays matérialisera davantage les projets d'identification biométrique, le e-administration, l'informatisation du casier judiciaire, etc. 25,5 milliards sont apprêtés à ces fins. Quant aux secteurs de l'eau et de l'énergie, 65,9 milliards leur seront consacrés en 2021. Pour assurer la sécurité des citoyens et garantir la paix, le pays expérimentera la loi de programmation militaire. A cet effet, le Togo prévoit pour la défense et la sécurité, une allocation budgétaire de 82,5 milliards de francs CFA. Grosso-modo, le gouvernement consacre plus de la moitié du budget (53,7%) aux secteurs prioritaires notamment la santé, l'éducation, l'eau et l'énergie, l'agriculture, la protection sociale et l'inclusion financière. Malgré la crise sanitaire, le montant affecté à ces secteurs a connu une augmentation substantielle par rapport à l'année 2020 qui était de 52,9%.

Dette en 2020

10 200 milliards \$ ont été levés sur le marché mondial

Profitant d'un contexte marqué par des baisses de taux, les pays, mais aussi les entreprises ont emprunté des ressources à des niveaux records sur les marchés des capitaux du monde. Reste désormais à savoir comment cela sera remboursé, et surtout que gagneront les investisseurs.

10 200 milliards \$ ont été levés sur les différents marchés des capitaux dans le monde en 2020, apprend-on d'une synthèse des données publiées par la plateforme Refinitiv du groupe médiatique Reuters. Ce niveau de ressources mobilisées via des émissions de titres d'emprunts souscrits par des investisseurs est en hausse de 31% comparé à celui de l'année 2019. C'est aussi le niveau d'endettement le plus élevé sur les marchés des capitaux depuis 1980 que les données sont accessibles. Cette manne a profité à plusieurs acteurs qui interviennent dans ce domaine. Pour soulager les économies face aux problèmes posés par la covid-19, les banques centrales du monde entier ont décidé de baisser leurs

taux directeurs, c'est-à-dire la contrepartie qu'elles exigent aux banques pour transformer les crédits qu'elles ont accordés en argent liquide. Le but est de permettre que les entreprises, les gouvernements, et les institutions de financement spécialisées qui faisaient face à un arrêt spectaculaire et inédit des activités puissent continuer d'accéder aux crédits et aux financements par la dette. Cette situation a conduit à une baisse du coût des emprunts, donnant la possibilité à des emprunts massifs. Ainsi, les entreprises ayant une bonne note ont profité pour restructurer leurs dettes, et réduire les charges d'intérêts qu'elles payent. Elles ont émis pour 4800 milliards \$ de dette sur la période, un record historique. Les emprunteurs qui

sont moins bien notés, c'est-à-dire perçus comme présentant des risques de non-remboursement, ont aussi profité pour avoir plus de ressources financières. Ils ont mobilisé 548,7 milliards \$. Avec 222,2 milliards \$ de dette contractée, les emprunts pour des projets respectueux du développement durable ont aussi été significatifs. Enfin, les gouvernements, les institutions de financement du développement et les agences supranationales ont levé pour environ 2200 milliards \$ sur le marché des capitaux. Cette floraison des activités a profité aux grandes banques d'investissement qui se rémunèrent avec des frais de transactions sur chacune de ces opérations. Au total, 27 665 transactions ont été dénombrées tout au long de l'année.



De grandes banques américaines comme JP Morgan, Citigroup, Bank of America Securities, Goldman Sachs ou encore les britanniques Barclays, HSBC et d'autres dont Deutsche Bank, BNP Paribas, en ont pleinement profité pour compenser les pertes de revenus sur le segment banque de détails ou banque des entreprises.

Une aubaine pour les banques d'investis-

sement, mais avec des risques cachés.

De nombreuses questions se posent toutefois aujourd'hui. L'une des plus importantes est celle de savoir qui remboursera ce montant de dette. Selon l'Institute of International Finance (IIF), une association de banques centrales basée à Washington, la dette mondiale a atteint 272 000 milliards \$ au 30 septembre 2020. Plus inquiétante que la

dette des Etats et institutions supranationales, c'est le niveau de dette des entreprises, notamment les plus petites. « A 80 000 milliards \$, la dette globale des entreprises (hors sociétés financières) représente 103% du PIB mondial contre 92% au quatrième trimestre 2019. En pourcentage des revenus des entreprises, l'accroissement de la dette des entreprises a été encore plus frappant. Il fait ressortir la grande différence qu'il y a entre le stock de dettes des grandes et celui des petites entreprises. Avec une dette qui vaut désormais 9 fois leurs résultats d'exploitation, les petites sociétés sont désormais beaucoup plus endettées que les grandes », peut-on lire dans le rapport de l'IIF.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Représentation du Togo au sein de l'UEMOA

Prof Kako Nubukpo, le choix de Faure Gnassingbé

Le Président de la République togolaise Faure Essozimna GNASSINGBE a porté son choix sur le Professeur Kako Nubukpo pour représenter le Togo au sein de la Commission de l'Union Economique Ouest africaine (UEMOA).



• Le Professeur Kako Nubukpo

• Bernard AFAWOUBO

Le Professeur Kako Nubukpo, l'ancien doyen de la Faculté des Sciences, de l'Economie et de Gestion (FASEG) de l'Université de Lomé et ancien ministre togolais de la Prospective et de l'évaluation des politiques publiques, le Professeur Kako Nubukpo est le choix du Président de la République togolaise pour représenter le Togo au sein de l'institution sous régionale. Il devient ainsi le Conseiller économique du président de la Commission de l'Union Economique Ouest africaine

(UEMOA). Depuis le 5 janvier le Professeur Kako Nubukpo séjourne déjà au Burkina Faso et travaille comme Conseiller Économique du Président de la Commission. A partir du mois d'Avril prochain, il occupe le poste de Commissaire à l'UEMOA en remplacement de son compatriote Essowè Barcola, actuel Commissaire du Département des Services administratifs et financiers de l'UEMOA, admis à la retraite. Le choix à ce poste de commissaire à l'UEMOA réservé au Togo est fait par le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé à titre de nomination.

« Comme vous le savez, je travaille sur la question monétaire de nos nations depuis 20 ans maintenant, ceci est avant tout un devoir. J'en profite pour vous annoncer ma nomination en tant que conseiller économique du président de la commission de l'UEMOA », a écrit le Prof Nubukpo sur son compte Tweeter. « De plus, nous poursuivons l'œuvre de pédagogie actuelle car le sujet monétaire est complexe. A ce titre, je dirige actuellement la rédaction d'un rapport sur les options de transition du F CFA à l'ECO qui sera présenté aux états généraux de l'Eco à Lomé du 28 au 30 avril 2021 et au Sommet Afrique-France de Montpellier au mois de juillet 2021 », a-t-il ajouté. Soulignons que le poste que va occuper le Professeur n'est jamais ouvert à un appel à candidature. Ce sont des postes d'Etat et non des postes administratifs à recrutements par appel à candidature. Ainsi la promotion des élites togolaises reste au cœur des priorités du Chef de l'Etat.

Togo

Renforcement des prérogatives de la Cour des comptes

Au Togo, le Conseil des ministres du 06 janvier 2021 a procédé à l'examen d'un avant-projet de loi organique portant attributions, organisation et fonctionnement de la Cour des comptes.



• Joël YANCLO

Tirant les conséquences de la réforme constitutionnelle et de la modernisation récente du cadre de gestion des finances publiques, ce texte prévoit une extension des attributions de la Cour en y ajoutant l'émission d'avis sur les rapports annuels de performance, le contrôle des visas des contrôleurs financiers et le contrôle de la gestion des responsables de programme dans le cadre du budget programme. Il prévoit également la com-

pétence juridictionnelle de la Cour et des Cours régionales des comptes en matière de discipline budgétaire et financière et un dispositif de limitation des mandats pour les magistrats de la Cour des comptes et des Cours régionales des comptes. La Cour des comptes juge les comptes des comptables publics. Elle assure la vérification des comptes et de la gestion des établissements publics et des entreprises publiques. Elle assiste le Par-

lement et le Gouvernement dans le contrôle de l'exécution des lois de finances. Elle procède à toutes études de finances et de comptabilité publique qui lui sont demandées par le Gouvernement, l'Assemblée Nationale ou le Sénat. La Cour des comptes a pour mission principale de s'assurer du bon emploi de l'argent public et d'en informer les citoyens. Juridiction indépendante, elle se situe à équidistance du Parlement et du Gouvernement, qu'elle assiste l'un et l'autre.

Afrique subsaharienne

La Banque mondiale prévoit une croissance de 2,7% en 2021

Après avoir enregistré sa récession la plus forte de l'histoire en 2020, la relance économique en Afrique subsaharienne continue de buter sur la persistance de la covid-19 dans plusieurs pays.

Dans un premier rapport sur les perspectives économiques mondiales pour l'année 2021 paru le mardi 5 janvier, la Banque mondiale prévoit un redressement modéré en 2021 pour l'Afrique subsaharienne, avec un taux de croissance de 2,7 %. Les projections de juin 2020 étaient de 3,1% en 2021. Selon l'institution, ces faibles prévisions de croissance en Afrique subsaharienne sont dues à la persistance de la co-

vid-19 dans plusieurs pays, qui fait obstacle à la reprise de l'activité économique. D'après les projections, la pandémie provoquera une baisse de 0,2 % des revenus par habitant cette année, et mettra les objectifs de développement durable (ODD) encore moins à la portée de nombreux pays de la région. Ce renversement de tendance devrait entraîner le basculement de dizaines de millions de personnes supplémentaires dans l'extrême pau-



vreté, s'inquiète la Banque. Des dizaines de millions de personnes ont basculé dans l'extrême #pauvreté en raison de leurs dépenses de santé. #COVID19 a mis

en évidence la nécessité pour les pays de garantir des soins de santé de qualité et abordables. #Rétro2020 #Dataviz : <https://t.co/FBOueEuuOGpic.twitter.com/bJSAz82qMD>

Le rapport indique toutefois que les exportations de la région devraient s'accroître progressivement, à la faveur de la relance des activités des principaux partenaires commerciaux, en raison des « annonces encourageantes en matière de développement et de déploiement des vaccins anti-covid-19 ainsi que sur les nouveaux programmes de relance budgétaire ». Même si, souligne la Banque mondiale, la relance de la consommation et de

l'investissement privé pourrait être plus lente que prévu antérieurement. Après avoir enregistré d'importantes contractions de leurs économies en 2020, avec respectivement -4,1% et -7,8% en raison de l'impact de la pandémie, les deux poids lourds du continent, le Nigeria et l'Afrique du Sud devraient également connaître un léger rebond de la croissance avec dans l'ordre 1,1% et 3,3% en 2021.

Avec Agence Ecofin

Baromètres Togo

Référentiel	Valeur	Sources
Superficie :	56 600 km ²	Populationdata
Population :	7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique :	2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité :	33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité :	6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie :	65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire :	2,1% (2017)	BAD
Smig :	35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat :	44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) :	C	COFACE
Taux de scolarisation :	83%	INSEED

Pays frontaliers :	Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité :	4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	Valeur	Sources
Taux de croissance :	5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt :	672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation :	1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale :	373.810 millions (2017)	BCEAO
Dette publique :	72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage :	3,4% (2015)	PNUD
Budget national :	1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière :	« B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH :	0,503 / 1 (2017)	Populationdata

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE

La Commission

Département de l'Aménagement du Territoire
Communautaire et des Transports
AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 001 /2020/DATC/UEMOA/ POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT INDIVIDUEL POUR L'ELABORATION D'UN MANUEL DE PROCEDURES ADMINISTRATIVES, COMPTABLES ET FINANCIERES DE L'UNITE REGIONALE DE SUPERVISION DE LA SECURITE ET DE LA SURETE DE L'AVIATION CIVILE DES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA (URSAC)

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), dans le cadre de l'exécution de son budget 2021, a l'intention d'utiliser une partie de ses ressources financières, pour effectuer des paiements au titre d'un contrat pour l'élaboration d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières de l'Unité Régionale de Supervision de la Sécurité et de la Sureté de l'Aviation Civile des Etats membres de l'UEMOA (URSAC).

Les activités du transport aérien sont régies par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) créée le 7 décembre 1944 par la Convention relative à l'aviation civile internationale. Le transport aérien au sein des Etats membres de l'UEMOA et en Afrique de l'Ouest fait face à de nombreux défis.

L'OACI constitue le fondement juridique principal de la réglementation et de la supervision de la sécurité et de la sûreté de l'aviation civile internationale dans le monde. Elle élabore les principes et les techniques (normes et pratiques recommandées – SARP) à adopter dans tous les domaines de l'exploitation aérienne et approuve les plans régionaux de navigation aérienne.

En vue de s'assurer de la mise en œuvre de ces SARP de manière uniforme dans l'ensemble de ses Etats membres, l'OACI a adopté respectivement par les Résolutions A32-11 et A33-1, un Programme Universel d'Audit de Supervision de la Sécurité (USOAP) et un programme d'audits portant sur les dispositifs de sûreté des aéroports ainsi que les programmes de sûreté de l'aviation civile afin de déterminer le niveau de mise en œuvre des SARP.

En attendant l'opérationnalisation effective de l'agence régionale, la Commission de l'UEMOA a mis en place, à titre transitoire, une Unité Régionale de Supervision de la Sécurité et de la Sûreté de l'Aviation Civile de l'UEMOA (URSAC) par la Décision n°06/2019/COM/UEMOA du 09 septembre 2019.

L'organisation d'un tel système passe absolument par l'élaboration d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières.

C'est dans cette optique que les présents TDR ont été élaborés en vue de sélectionner un consultant individuel pour assister l'URSAC, dans la réalisation d'un manuel de procédures.

1. L'objectif global :

L'objectif global de la mission consiste à définir les procédures et les outils formalisés de gestion administrative, financière et comptable appropriés à l'URSAC.

2. De façon spécifique, la mission consiste à faire :

- un diagnostic organisationnel détaillé de l'Unité (inventaire et évaluation des politiques, des procédures et outils de gestion disponibles) ;
- une synthèse des propositions d'ajustements organisationnels ;
- élaborer un manuel formalisant toutes les procédures de gestion administrative, comptable et financière, des achats et prestations de services et tous les supports d'information nécessaires ;
- proposer des outils efficaces de gestion, de suivi et de contrôle ;
- un rapport de formation au profit de tout le personnel de l'Unité sur les cycles du manuel et un plan de formation déclinant les formations nécessaires à conduire.

3. La durée totale prévue pour l'exécution de la mission est de soixante (60) jours.

En vue de la constitution de la liste restreinte, le Commissaire chargé du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports, invite les consultants individuels à manifester leur intérêt à fournir les prestations ci-dessus décrites.

Les consultants individuels intéressés sont invités à produire, dans leur dossier de manifestation d'intérêts, toutes références et documents permettant d'apprécier leurs expériences et expertises en ces prestations, en fournissant les informations indiquant qu'ils sont qualifiés pour exécuter lesdites prestations (CV, références concernant l'exécution des contrats analogues, expérience dans des conditions semblables etc.).

La Commission de l'UEMOA, se réserve le droit de vérifier l'authenticité des informations communiquées.

Les appréciations porteront notamment sur l'expérience générale, l'expérience spécifique et la connaissance de la région sur la base de la pondération ci-après :

Critères d'évaluation	Notes maximum	pondérées
1 - « Expérience générale du Consultant »	30	
2 - « Expérience spécifique du Consultant »	60	.
3 - « Connaissance de la région (pays de l'UEMOA) »	10	
Total des points	100	

Pour tous renseignements, veuillez contacter :

- Jacques Kragbé DOUKA - Tel : +226 75 88 07 24
Email : JDOKA@uemoa.int
- M. Mamoudou WELE - Tél. : +226 74 20 56 04
Email : mwele@uemoa.int

Aux jours et heures suivants :

- Du lundi au vendredi, de 08 H 30 mn à 14 H 40 mn

Les manifestations d'intérêts en langue française, sous format papier A4, et fournies en trois (03) exemplaires, peuvent être envoyées par la poste, ou déposées au bureau du courrier de la Présidence de la Commission de l'UEMOA : 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 BP 543 Ouagadougou 01 - BURKINA FASO au plus tard **le 20 Janvier 2021 à 12 heures 30 mn précises heure locale.**

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 14 heures 30 mn au 5^{ème} étage du complexe administratif sis à Ouaga 2000 dans la salle de réunion du DATC.

L'enveloppe contenant la Manifestation d'intérêt devra être scellée et portée visiblement la mention : « Manifestation d'intérêts pour le recrutement d'un consultant individuel pour l'élaboration d'un manuel de procédures administratives, comptables et financières de l'Unité Régionale de Supervision de la Sécurité et de la Sureté de l'Aviation Civile des Etats membres de l'UEMOA (URSAC) ».

Ouagadougou, le

Commissaire chargé du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports


Paul KOFFI KOFFI

Banque africaine de développement

Une nouvelle stratégie de genre pour 2021-2025

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement approuve une nouvelle stratégie de genre pour 2021-2025. La stratégie quinquennale en matière d'égalité des sexes garantira que la Banque remplit son engagement de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes dans l'ensemble de ses opérations et initiatives.



● Nicole ESSO

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement a approuvé une nouvelle stratégie de genre pour 2021-2025: «Investir dans les femmes africaines pour accélérer la croissance inclusive». «Il s'agit d'une étape importante pour la Banque car elle guidera nos interventions au cours des cinq prochaines années alors que nous continuons à intensifier nos efforts pour obtenir des résultats et un impact maximal sur la construction de l'égalité des sexes sur le terrain pour que les femmes prospèrent», a déclaré Vanesa Mungar, Directeur de la Banque pour le Genre, les Femmes et la Société Civile. La stratégie, approuvée le 11 décembre 2020, vise à renforcer l'engagement de la Banque en tant que leader sur le continent, à atteindre l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles en Afrique. Pour combler les lacunes existantes qui entravent la contribution des femmes au développement, la Banque s'attaque aux obstacles à une transformation économique et sociale inclusive des femmes à travers l'Afrique. La nouvelle stratégie pour l'égalité des sexes repose sur trois piliers. Pilier 1: Autonomiser les femmes grâce à l'accès au financement et aux marchés: Ce premier pilier se concentre sur l'amélioration de l'accès au financement et à l'assistance technique pour les femmes entrepreneurs dans le développement de modèles d'entreprise, la planification financière et commerciale, afin de les transformer en entreprises productives et compétitives. L'initiative phare de l'AFAWA, dirigée par la Banque africaine de développement, est essentielle pour atteindre ce pilier car elle cherche à débloquer 5 milliards de dollars sur cinq ans pour soutenir les petites

et moyennes entreprises des femmes. La Banque s'efforcera également de créer des opportunités pour les femmes dans les secteurs non financiers. Pilier 2: Accélérer l'employabilité et la création d'emplois pour les femmes grâce à l'amélioration des compétences: Ce deuxième pilier vise à accroître l'accès des femmes aux compétences et aux emplois pertinents en tenant compte de la nécessité d'introduire davantage de femmes dans les domaines des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques tout en tirant parti de la technologie pour améliorer l'accès aux compétences et à l'information. Pilier 3: Accroître l'accès des femmes aux services sociaux grâce aux infrastructures: Dans le cadre du troisième pilier, la Banque cherchera à influencer le développement d'infrastructures de qualité tenant compte du genre pour garantir aux femmes un accès adéquat et bénéficier de manière positive des projets d'infrastructure en tant que parties prenantes, travailleurs et utilisateurs finaux.

L'égalité des sexes comme moteur de la transformation de l'Afrique

La Banque africaine de développement a activement mené sur les questions de genre depuis les années 1980, en développant et en mettant en œuvre des stratégies et des outils pour intégrer systématiquement les considérations de genre dans les opérations de la Banque ainsi que dans les initiatives ciblées. La vision 2021-2025 de la Banque en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes et des filles consiste à transformer les secteurs clés du continent en terrains d'opportunités accessibles où les femmes, les filles, les hommes et les garçons, quelle que soit leur origine, bénéficient d'un accès et d'un

contrôle égaux sur les ressources productives et bénéficiaire d'une infrastructure et de services de soutien pour prospérer. Félicitant toutes les parties pour leur contribution à la conception de la nouvelle stratégie, Mungar a déclaré: «l'ensemble de l'écosystème de la Banque a été étroitement associé à son développement grâce à un processus hautement consultatif impliquant le personnel de la Banque, les membres du Conseil d'administration et les capitales, ainsi que les principales parties prenantes externes, à savoir les organisations de la société civile, les organisations régionales et internationales et les représentants des gouvernements. " Les données et statistiques sur le genre montrent que les femmes et les filles sont toujours à la traîne. L'inégalité entre les sexes sur le marché du travail coûte à l'Afrique subsaharienne 95 millions de dollars par an. La pandémie actuelle de COVID-19 a encore exacerbé la nécessité d'une attention immédiate pour soutenir les femmes et les filles vulnérables dans les zones fragiles. Une étude récente publiée conjointement par la Banque africaine de développement, ONU Femmes et Impact Her, basée sur une enquête auprès de plus de 1300 femmes entrepreneurs dans 30 pays africains, a révélé que 80% des petites et moyennes entreprises appartenant à des femmes ont dû fermer temporairement ou définitivement leurs entreprises en raison de restrictions pandémiques. Grâce à cette nouvelle stratégie de genre, la Banque capitalisera sur sa longue expérience, son leadership et son pouvoir de rassemblement, ainsi que sur son avantage comparatif pour obtenir un impact maximal sur le terrain.

Aliko Dangote

La fortune du milliardaire fond de 900 millions de dollars en 24 heures

Le président de Dangote Industries Limited, Aliko Dangote, a vu la valeur nette de sa fortune chuter de 900 millions de dollars vendredi alors que sa société Dangote Cement Plc subissait, vendredi 8 janvier, une forte rétraction à la Bourse du Nigeria (Nigerian Stock Exchange).



Le cours de l'action de Dangote Cement Plc, la plus grande société cotée du pays et le plus grand producteur de ciment d'Afrique, a chuté de 8,13% pour clôturer à 225 nairas vendredi contre 244,90 nairas jeudi, ce en dépit de l'annonce récente par les dirigeants de la société d'un programme d'expansion en Afrique d'autant plus prometteur que coïncidant

avec l'entrée en vigueur de la ZLECA. «La majorité de la fortune de Dangote provient de sa participation de 86% dans Dangote Cement, cotée en bourse. Il détient les actions de la société directement et par l'intermédiaire de son conglomérat, Dangote Industries», a justifié Bloomberg. Selon l'indice Bloomberg Billionaires, qui classe les 500 personnes

les plus riches du monde, la fortune de l'homme le plus riche d'Afrique est passée de 18,4 milliards de dollars jeudi à 17,5 milliards de dollars vendredi, faisant de lui le 114e homme le plus riche du monde, contre 106e la veille. Dangote reste toutefois, en dépit de cette journée boursière chahutée, le seul nigérian dans le top 500 mondial.

Avec Financial Afrik

Finance Islamique

Le Sénégal rembourse 14,404 milliards FCFA de dettes le 26 janvier

L'Etat du Sénégal procédera, le 26 janvier 2021, au paiement de la marge semestrielle et au remboursement partiel de son emprunt obligataire islamique dénommé «SUKUK Etat du Sénégal 6% 2016- 2026 » pour un montant de 14,404 milliards de FCFA (21,606 millions d'euros).



L'Etat du Sénégal avait lancé le 20 juin 2016 sur le marché financier de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA) un Sukuk ou obligation islamique pour un montant de 150 milliards FCFA. En lieu et place d'un taux d'intérêt classique interdit par la loi islamique, l'émetteur avait fixé une marge de profit de 6% à verser aux souscripteurs. D'une maturité de 10 ans, l'emprunt islamique devait couvrir la période 2016 - 2026. L'opération avait été structurée autour d'un fonds commun de titrisation de créances (FCTC)

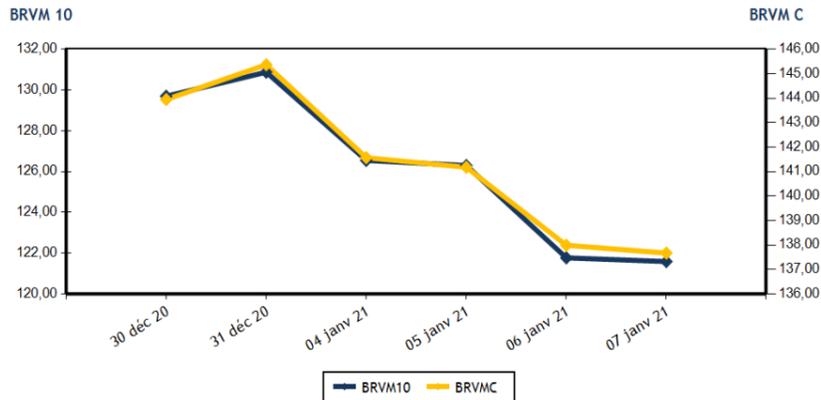
qui avait émis 15 millions de parts (Sukuk) d'une valeur nominale de 10 000 FCFA l'unité pour les investisseurs et a reçu en retour de la liquidité pour un montant global de 150 milliards de FCFA. Le Fonds a utilisé le produit de l'émission pour l'achat de l'usufruit des Actifs Sukuk qui étaient mis en location au Sénégal, en contrepartie d'une marge de profit de 6% par an. L'Actif Sukuk avait consisté en l'usufruit d'une partie de l'aérogare de l'ancien aéroport international Léopold Sédar Senghor (transformé actuellement en

aéroport militaire par les autorités gouvernementales sénégalaises) qui est constituée d'une assiette foncière de 115 hectares. L'Actif Sukuk contient les halls de départ et d'arrivée, les bâtiments de la Direction Générale, les parkings, les hangars et les bâtiments annexes. Le Commissaire aux Comptes du FCTC, avait évalué la valeur de l'Actif Sukuk à 250 milliards de FCFA. Ce qui a permis de couvrir très largement l'emprunt islamique.

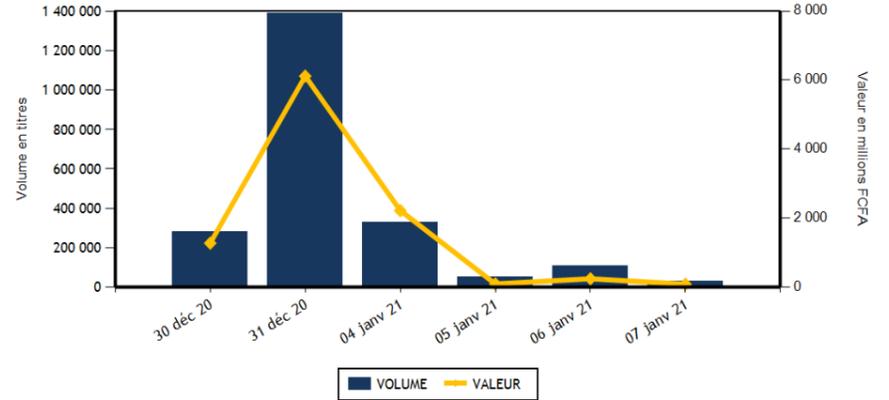
Avec Financial Afrik

BRVM 10	121,59	<h2 style="margin: 0;">BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE</h2> <p style="margin: 0;">N° 4 jeudi 7 janvier 2021</p> <p style="margin: 0; font-size: small;">Site : www.brvm.org</p>	BRVM Composite	137,67
Variation Jour	↓ -0,15 %		Variation Jour	↓ -0,23 %
Variation annuelle	↓ -7,10 %		Variation annuelle	↓ -5,30 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	4 136 508 099 556	-0,23 %
Volume échangé (Actions & Droits)	29 010	-73,53 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	67 492 369	-71,28 %
Nombre de titres transigés	39	11,43 %
Nombre de titres en hausse	10	11,11 %
Nombre de titres en baisse	17	0,00 %
Nombre de titres inchangés	12	33,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	6 037 688 847 894	-0,09 %
Volume échangé	2 105	83,36 %
Valeur transigée (FCFA)	20 778 570	79,06 %
Nombre de titres transigés	9	0,00 %
Nombre de titres en hausse	1	0,00 %
Nombre de titres en baisse	3	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	-16,67 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	7 500	2,74 %	-7,35 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	190	2,70 %	2,70 %
PALM CI (PALC)	2 250	2,27 %	0,00 %
SOGB CI (SOGC)	2 350	2,17 %	0,00 %
SONATEL SN (SNTS)	12 700	1,60 %	-5,93 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
TOTAL CI (TTLC)	1 435	-7,42 %	-9,75 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	215	-6,52 %	-6,52 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	2 050	-6,39 %	-6,61 %
SAPH CI (SPHC)	1 305	-6,12 %	-6,79 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	3 200	-5,88 %	-17,84 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	36,06	-0,22 %	-0,52 %	2 498	3 190 415	63,99
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	387,56	1,13 %	-5,58 %	8 965	43 894 220	8,23
BRVM - FINANCES	15	56,49	-0,77 %	-5,83 %	12 290	15 753 939	6,14
BRVM - TRANSPORT	2	361,99	-2,25 %	-4,41 %	150	223 980	6,38
BRVM - AGRICULTURE	5	85,08	-0,16 %	-1,69 %	738	1 622 995	7,26
BRVM - DISTRIBUTION	7	213,72	-3,36 %	-5,61 %	4 369	2 806 820	12,67
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	345,49	0,00 %	0,00 %	0	0	4,35
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,65	
Taux de rendement moyen du marché	8,28	
Taux de rentabilité moyen du marché	12,21	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	83	
Volume moyen annuel par séance	130 338,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	662 801 119,25	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	0,56	
Ratio moyen de satisfaction	12,40	
Ratio moyen de tendance	2 227,63	
Ratio moyen de couverture	4,49	
Taux de rotation moyen du marché	0,00	
Prime de risque du marché	-1,03	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



Automobile

Tesla va vendre jusqu'à 4,4 milliards d'actions

Le constructeur de voitures électriques attire depuis plusieurs mois des investisseurs qui considèrent ce type de véhicules comme le futur de l'automobile.



Le fabricant de véhicules électriques haut de gamme Tesla a annoncé ce mardi son intention de vendre jusqu'à 4,4 milliards de francs (5 milliards de dollars) de titres pour la deuxième fois en trois mois. Profitant de l'envolée insolente de son action depuis le début de l'année, l'action a atteint lundi soir un nouveau record, à 641,76 dollars, valorisant au passage la société à 608 milliards de dollars à Wall Street. C'est presque 10 fois plus que la capitalisation boursière de General Motors (GM), le numéro un des ventes de voitures aux Etats-Unis, qui pèse 63 milliards de dollars. Tesla est dopé depuis plusieurs mois par l'intérêt

des investisseurs pour les véhicules électriques, considérés comme le futur de l'automobile. Le groupe bénéficie en plus depuis mi-novembre de l'annonce de son entrée imminente au sein de l'indice S&P 500, qui regroupe les 500 plus grandes entreprises de la place new-yorkaise. Cette inclusion, qui aura lieu le 21 décembre, permettra à l'action Tesla d'être systématiquement intégrée dans de nombreux produits financiers qui suivent mécaniquement ses fluctuations, les ETF, ce qui devrait lui donner encore plus d'ampleur. L'envolée de l'action du groupe a en tout cas permis à son patron Elon Musk de bondir à la place de deuxième homme le plus

riche au monde, avec une fortune désormais estimée à 155 milliards de dollars, sur le papier, par l'agence Bloomberg.

Bilan comptable à consolider

À propos de la transaction annoncée mardi, le groupe indique seulement vouloir utiliser l'argent récupéré pour consolider son bilan comptable et pour d'autres dépenses d'ordre général. Il avait engagé en septembre une opération similaire. En constante expansion, Tesla est notamment en train de construire deux usines supplémentaires, près de Berlin et près d'Austin (Texas). La société a levé suffisamment d'argent cette année «pour que son bilan comptable et sa structure capitalistique lui permettent de renforcer son flux de trésorerie et ainsi d'alléger peu à peu sa dette», remarque Dan Ives, analyste pour Wedbush. Cela «laisse pour l'instant au placard ceux qui parient sur une baisse du titre», ajoute-t-il dans une note.

(ATS/NXP)

Caraïbes

Cuba abandonne la hausse des tarifs d'électricité prévue

Un ensemble de mesures économiques doivent entrer en vigueur au 1er janvier 2021 à Cuba, en même temps que l'unification des deux monnaies en vigueur.



Le gouvernement cubain a annoncé renoncer à la forte hausse des tarifs de l'électricité, prévue initialement pour 2021, ajoutant qu'elle sera finalement moins élevée qu'attendue après avoir pris en compte le mécontentement de la population. «Le gouvernement a fait le choix de réduire les tarifs électriques» par rapport à «ce qui avait été annoncé initialement», a déclaré Marino Murillo, responsable de la mise en œuvre des réformes économiques du Parti communiste cubain, lors d'une émission télé. Le président Miguel Diaz-Canel a annoncé début décembre un ensemble de mesures économiques devant entrer en

vigueur au 1er janvier 2021, en même temps que l'unification des deux monnaies qui ont actuellement cours dans l'île, un système unique au monde.

Ajustement économique

Parmi ces mesures, étaient prévues une augmentation de 525% du salaire minimum et de 450% des retraites mais également d'un certain nombre de prix de produits et services, parmi lesquels l'électricité. Cette dernière mesure a entraîné un mouvement de contestation, qui s'est exprimé tant sur les réseaux sociaux que dans la presse nationale. Jusqu'ici, un Cubain payait neuf pesos

par mois (0,27 euro) pour 100 KiloWatts/heure (KW/h), un tarif qui devait atteindre 40 pesos (1,23 euro) dès le début de l'année prochaine. Le gouvernement envisageait de finalement porter ce tarif à 32,78 pesos (un euro). Ces annonces suivent celle de l'unification des deux monnaies du pays, le peso (cup) et le peso convertible (cuc), créé il y a 26 ans à destination des touristes et ayant une parité d'un dollar, alors que le peso classique s'échange au cours officiel à 24 pesos pour un dollar. L'ajustement économique se produit alors que l'économie cubaine doit terminer l'année en recul de 11% en 2020, du fait de la pandémie du coronavirus, la pire chute en 27 ans, provoquée notamment par une quasi mise à l'arrêt de l'industrie touristique et le durcissement du blocus américain durant le mandat de Donald Trump.

(AFP/NXP)

Messagerie instantanée

Les nouvelles règles de WhatsApp provoquent le boom de son concurrent

Les nouveaux utilisateurs affluent sur l'application de messagerie Signal, après que WhatsApp a annoncé un partage de données accru avec sa maison-mère Facebook.



L'application de messagerie sécurisée Signal figure en tête des téléchargements sur les plateformes Apple Store et Google Play dans plusieurs pays depuis que son concurrent WhatsApp a prévenu jeudi qu'il partagerait davantage de données avec sa maison-mère Facebook. Depuis que plusieurs utilisateurs de WhatsApp ont manifesté sur les réseaux sociaux leurs intentions de recourir davantage à son concurrent Signal, à l'image de l'emblématique patron de Tesla Elon Musk, l'application gratuite caracole en tête des téléchargements en Inde, en Allemagne, en France, ou encore à Hong Kong, a-t-elle annoncé samedi sur Twitter.

Chiffrement «de bout en bout»

Pour mieux conquérir ses nouveaux utilisateurs, Signal a même publié un tutoriel pour les aider à importer facilement leurs conversations de groupe depuis une autre application de messagerie. Si bien que l'afflux de nouvelles connexions a

provoqué certains problèmes techniques entre jeudi et vendredi. «Les codes de vérification sont actuellement retardés (...) parce que beaucoup de nouvelles personnes tentent de rejoindre Signal actuellement», avait expliqué l'entreprise. Lancé en 2014, Signal est considérée par les spécialistes comme l'une des applications de messagerie les plus sécurisées du marché grâce notamment à sa capacité de chiffrer «de bout en bout» messages ou appels audios et vidéos. Au point de vite devenir populaire parmi les lanceurs d'alertes et les journalistes, notamment grâce au soutien public d'Edward Snowden, à l'origine des révélations sur les procédés des services secrets américains pour surveiller les télécommunications. En février, la Commission européenne l'a même recommandée à ses équipes, en particulier pour sécuriser les échanges avec des personnes extérieures à l'organisation.

Contacts et informations du profil

WhatsApp est sous le feu

(AFPE)

Marchés financiers

La Bourse suisse souhaite conserver son indépendance

Le néerlandais Jos Dijsselhof, patron de la Bourse suisse, a clamé que celle-ci voulait rester indépendante et «faire partie des principales places boursières mondiales».



La Bourse suisse veut rester indépendante et faire partie des grandes places financières mondiales, a affirmé le patron de Six Group, le néerlandais Jos Dijsselhof, dans un entretien paru mardi sur le site internet du quotidien Blick. «Nous voulons continuer à décider nous-mêmes

de notre destin», a dit le directeur général, qui a pris il y a trois ans les commandes de Six. Le groupe zurichois veut «faire partie des principales places boursières mondiales», notamment afin de pouvoir participer à l'élaboration des règles du secteur, a-t-il ajouté. «Plus la taille

des critiques depuis jeudi après avoir demandé à ses quelque deux milliards d'utilisateurs d'accepter de nouvelles conditions d'utilisation, lui permettant de partager plus de données avec sa maison-mère Facebook. Les utilisateurs qui refusent ne pourront plus accéder à leur compte à partir du 8 février. Le groupe cherche à monétiser sa plateforme en permettant aux annonceurs de contacter leurs clients via WhatsApp, voire d'y vendre directement leurs produits, comme c'est déjà le cas en Inde. Selon l'entreprise, les données qui pourront être partagées entre WhatsApp et l'écosystème d'applications de Facebook (dont Instagram et Messenger) comprennent les contacts et les informations du profil, à l'exception du contenu des messages qui restent chiffrés. Mais les nouvelles conditions diffèrent entre l'Union européenne et le reste du monde. Dans le cas de l'UE et du Royaume-Uni, elles ne seront utilisées que pour développer les fonctionnalités offertes aux comptes professionnels WhatsApp Business, a expliqué l'entreprise à l'AFP. Facebook est depuis des mois, comme les autres «Gafam» (Google, Apple, Amazon, Microsoft), dans le viseur des autorités européennes et américaines qui reprochent à ces conglomérats du nouveau millénaire des pratiques jugées anticoncurrentielles.

d'une Bourse est grande et plus son avis gagne en importance».

Bonne performance financière

Revenant sur l'acquisition mi-juin de son homologue madrilène BME pour 2,56 milliards d'euros, Jos Dijsselhof a expliqué qu'une telle opération permettait d'augmenter le volume du négoce tout en réduisant les coûts d'exploitation. La performance de Six Group n'a quant à elle pas été impactée par la pandémie du coronavirus. Sans détailler de chiffre, Jos Dijsselhof a indiqué que le groupe a réalisé une bonne année au niveau financier.

(ATS/NXP)

Pays en développement

La Banque mondiale soutient l'action climatique

Le Groupe de la Banque mondiale a fait plusieurs annonces le 10 décembre 2020 concernant l'intensification de son soutien aux efforts de lutte contre le changement climatique et d'adaptation à ses effets grandissants dans les pays en développement :

Une « initiative pour une relance verte », dont l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Autriche sont les premiers bailleurs de fonds, aura pour objectif d'aider les pays à s'engager dans une trajectoire de redressement post-COVID sobre en carbone et à l'épreuve du climat. L'initiative sera abondée par l'intermédiaire d'un nouveau fonds fiduciaire de la Banque mondiale, le Mécanisme de soutien au climat (CSF), lancé aujourd'hui avec un investissement initial de 52 millions de dollars du ministère allemand de la Coopération économique et du Développement, du ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement, et du ministère autrichien des Finances. Dans le cadre d'une nouvelle initiative destinée à augmenter les financements climatiques par le secteur financier, IFC s'attachera à apporter des investissements et des services de conseil qui permettront à des institutions financières de quatre pays de mobiliser des fonds en soutien à des projets d'atténuation et d'adaptation au changement climatique portés par le secteur privé. L'objectif

est de porter à 30 % la part de leurs prêts en faveur du climat à l'horizon 2030 tout en réduisant la dépendance au charbon. L'initiative sera conduite en partenariat avec la Banque mondiale et l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) dans le but de définir des cadres réglementaires porteurs et d'installer des conditions politiques et commerciales adaptées aux prêts pour le climat et à la gestion du risque climatique. Elle vise à aligner les stratégies du secteur financier sur les contributions annoncées au titre de l'accord de Paris par chacun des pays concernés, dont la mise en œuvre va nécessiter un volume important de capitaux. La première phase de l'initiative, financée par le ministère allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire, concernera l'Afrique du Sud, l'Égypte, le Mexique et les Philippines. Le nouveau Mécanisme-cadre pour la réduction des émissions et le climat (CERF selon l'acronyme anglais) de la Banque mondiale, sera le premier fonds fiduciaire de l'institution à débloquer des



ressources opérationnelles sur une telle échelle en faveur de projets de développement bas carbone. Pendant dix ans, le fonds décaissera des financements en fonction des résultats pour aider les pays en développement à s'engager dans des trajectoires de développement sobres en carbone tout en incitant les bailleurs de fonds à apporter un volume suffisant de ressources par rapport aux ambitions affichées. En sa qualité d'administrateur du Fonds de partenariat pour la réduction des émissions dues à la déforestation (FCPF), la Banque mondiale vient de signer des accords historiques de paiement pour la réduction des émissions avec huit pays : Chili, République démocratique

du Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Ghana, Indonésie, Mozambique et Viet Nam. Ces accords vont permettre de débloquer plus de 450 millions de dollars d'ici à 2025 pour financer des initiatives de réduction des émissions de carbone dues à la déforestation et à la dégradation des forêts. Ils contribuent à encourager l'adoption de pratiques durables de gestion des terres et à faciliter l'accès des pays concernés à d'autres sources de financement climatique. Les programmes de réduction des émissions créent de nouvelles perspectives pour préserver et régénérer les paysages forestiers et la biodiversité. Ensemble, les programmes compris dans le portefeuille devraient permettre une réduction de 160 millions de tonnes de

CO₂, ce qui équivaut à retirer de la circulation 34,5 millions de voitures par an.

Avec le Canada, la Banque mondiale annonce le lancement d'un Mécanisme d'action climatique pour les énergies propres et les forêts dans l'objectif d'accélérer la transition vers les énergies propres et dans les petits États insulaires en développement (PEID) et de promouvoir une utilisation durable des terres et des forêts. Le Canada apportera 400 millions de dollars canadiens de prêts pour des projets de la Banque mondiale en faveur de l'action climatique et 10 millions de dollars canadiens de dons afin d'intégrer les enjeux de l'égalité hommes-femmes dans les investissements dédiés aux énergies renouvelables dans les PEID.

Forts d'une dotation de 8,3 milliards de dollars, les Fonds d'investissement climatiques (CIF), dont le secrétariat est hébergé à la Banque mondiale, ont fixé une cible de levée de fonds de 5 milliards de dollars pour des nouveaux projets d'investissement dans des domaines à fort impact. Sont notamment concernés un programme industriel pour inciter les secteurs visés à

accélérer leur décarbonation, qui bénéficiera d'un financement de 300 millions de couronnes suédoises, selon une annonce récente de la Suède ; et une initiative d'assistance technique pour la riposte à la COVID-19, financée par trois gouvernements européens dans le but d'accompagner la mise en place de conditions solides pour favoriser une relance verte au sortir de la pandémie.

Afin de stimuler les entreprises vertes en Afrique, un fonds fiduciaire multidonateurs pour les entreprises écologiques, rattaché au Pacte avec l'Afrique (CwA), a été mis sur pied avec une capitalisation initiale de 24 millions de dollars (20 millions d'euros) du fonds Initiative internationale pour le climat (IKI) du ministère allemand de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire. Ce nouveau fonds renforcera les capacités des petites et moyennes entreprises vertes dans certains pays d'Afrique et concevra des instruments mixtes de financement, y compris en appui à des investissements privés dans des innovations bas carbone initiées localement.

Source : Banque mondiale

HOROSCOPE finance

Bélier Ne vous attendez cette fois ni à une grosse rentrée d'argent, ni à des dépenses importantes. Si vous faites une folie, ce sera soit pour vous offrir un petit voyage à l'étranger, soit pour dépanner un de vos amis momentanément dans le besoin.

Taureau Vous peinez depuis un certain temps pour améliorer votre situation financière et vivre, sinon dans l'opulence, du moins dans une confortable aisance. Cette fois, vous franchirez un cap très important : avec l'appui de plusieurs astres harmoniques dans votre Ciel, vous réussirez à gonfler votre compte en banque en réalisant point par point le programme rigoureux que vous vous êtes fixé.

Gémeaux Attention aux opérations financières hasardeuses ! En revanche, si vous êtes bien conseillé par des spécialistes, vous serez en mesure de réaliser une excellente affaire.

Cancer En affaires, la chance sera cette fois au rendez-vous, avec la planète Uranus en bel aspect. Des occasions inespérées vont se présenter ; saisissez-les au passage, mais traitez-les sans précipitation.

Lion Cela faisait quelque temps que Saturne, une planète assez difficile à vivre, avait la mainmise sur votre argent. Inutile de dire que cette configuration ne favorise pas la réussite financière, et nombre d'entre vous viennent de passer par une période de stagnation dans ce domaine. Or, Saturne cesse définitivement d'influencer le secteur finances de votre thème. Résultat : vous allez rapidement pouvoir améliorer votre pouvoir d'achat.

Vierge Vous rêverez de repeindre vos murs, ou de ce merveilleux appareil photo qui vous ferait tant plaisir. Attention, vos envies de dépenses se réveilleront dangereusement. Ne visez pas trop haut si vous ne voulez-vous retrouver avec un compte en banque à sec. Jouez les fourmis plutôt que les cigales : l'hiver n'est pas loin pour vous !

Balance Pluton ne sera pas défavorable et pourra même vous aider à améliorer vos revenus. Mais attention à Jupiter mal aspecté ! Cela ne veut pas dire que la malchance vous poursuivra, mais simplement qu'il vaudra mieux pour le moment éviter les opérations financières importantes.

Scorpion Votre comportement vis-à-vis de l'argent aujourd'hui aura des répercussions importantes sur les semaines et même les mois à venir. Soyez donc prudent. Evitez les dépenses inconsidérées et veillez soigneusement à la bonne marche de votre budget. Résistez à toutes les petites envies plus ou moins déraisonnables. Et pensez avant tout à régler vos factures en souffrance !

Sagittaire Demeurant partisan du progrès, vous ne voudrez pas courir des risques inutiles ; vous prendrez les mesures de prudence et de sécurité qui s'imposent pour éviter tout incident fâcheux. Ainsi, dans le domaine financier, l'évolution se fera lentement mais sûrement, donnant des résultats concrets et durables.

Capricorne Mercure s'occupera de vos finances cette fois. Profitez de la présence du maître de l'intelligence, de la communication et de la débrouillardise pour vous occuper de vos comptes, rencontrer votre banquier, négocier un emprunt ou l'étalement d'une dette, réorganiser vos placements. Bref, mettez vos cellules grises au service de l'amélioration de votre situation financière.

Verseau Les astres vous mettront en garde en matière d'argent. Ne vous laissez pas tenter par des affaires qui font espérer de gros bénéfices mais qui offrent peu de garanties. Ne faites pas non plus des mises importantes dans des jeux de hasard, car vos chances de gagner seront minimes. D'autre part, refusez catégoriquement de mettre des fonds dans les affaires sur lesquelles vous n'avez pas un droit de regard permanent.

Poissons Vous avez pris la fâcheuse habitude de dépenser beaucoup d'argent pour calmer vos angoisses ou compenser vos déceptions. Ne continuez plus à vivre au-dessus de vos moyens, sinon vous risquez d'avoir bientôt sur le bras de graves problèmes. Prenez la ferme résolution d'exercer un contrôle sévère sur votre compte en banque ; "n'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire" (Caton le Censeur).

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Email : leconomistetogo@gmail.com
Site web : www.leconomistedutogo.com
REC N°0602/11/12/19/HAAC
Adresse : AGOE Route de la cour d'Appel (derrière institut IPP)
Tél : 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Administrateur Général

Léonard DOSSOU

Administrateur délégué

Anicet Carlos Oké

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en chef

Joël YANCLO
00228 97 78 79 07

Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

Rédacteurs

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



Société d'Etudes Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

Invite

les togolais au respect des mesures prises
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre
le coronavirus COVID-19

SE LAVER

les mains à l'eau et au savon
fréquemment.



UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les
jeter immédiatement dans une
poubelle fermée, puis se laver les mains



SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli de
coudes en cas de toux ou déternement



LIMITER

les contacts proches, Maintenir une
distance d'au moins 1 mètre avec les
autres personnes, en particulier si
ils toussent, éternuent ou ont de
la fièvre.



NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA
FIEVRES, DE LA TOUX OU
DES DIFFICULTES A RESPIRER.



A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège: Agoé roue de la cour d'appel (derrière JPP institut)

Tel 00(226) 22 40 40 46 / 92 06 85 06 E-mail sentogo@mail.com Lomé

CAN U17

Pays-hôte des éliminatoires, le Togo disqualifié !

Coup de tonnerre dans les éliminatoires de la CAN des moins de 17 ans en zone Afrique de l'Ouest B. Pays-hôte du tournoi qualificatif et qualifié pour les demi-finales, le Togo vient d'être disqualifié par la Confédération africaine de football (CAF) en raison d'un test IRM ayant révélé au moins un cas de non-conformité sur l'âge.



Par conséquent, tous les matchs des Eperviers U17 ont été annulés et seuls les matchs Bénin-Burkina Faso (1-5) et Niger-Burkina Faso (0-0) sont considérés comme ayant eu lieu dans le groupe A, en attendant Niger-Bénin lundi. Alors que

son équipe devait affronter le Burkina Faso lundi, la Fédération togolaise (FTF) a réagi à travers un communiqué et indiqué qu'en «attendant d'avoir la décision officielle motivée de la Commission d'organisation des compétitions U17 de la CAF», elle «s'élève contre cette décision

injustifiable et compte faire appel dès que possible». Si cette décision est confirmée, les grands gagnants seraient le Burkina Faso, qui valide son billet pour les demi-finales, et le Bénin, initialement éliminé, qui conserve finalement une chance de qualification.

Togo - Covid-19

Augmentation des cas positifs, pas de décès supplémentaires signalés

Les chiffres mis à jour dimanche font état de 25 nouveaux cas confirmés, 12 nouvelles guérisons. Aucun nouveau décès n'a été signalé.



Sur les 555 personnes testées dimanche, 25 (3 cas parmi les contacts, 4 parmi les suspects, 8 parmi les voyageurs, 10 parmi les dépistés) sont déclarées positives. Ces nouveaux patients sont âgés de

11 à 56 ans et portent le total de cas cumulés à 3 957, pour 187 110 tests virologiques sur le sol togolais. « Douze (12) guéris ont été enregistrés portant le nombre total de patients guéris de COVID-19 à 3614 », affiche le site officiel d'information du

gouvernement. De 258 samedi, le nombre de cas actifs est passé à 271 ces dernières 24 heures. Tandis que le nombre de décès n'a pas changé. Il reste à 72.

Avec iciLome

Football

Les terribles chiffres du Real Madrid

Auteur d'un nouveau 0-0, le Real Madrid peine à trouver de l'efficacité offensive. Les chiffres parlent d'eux-mêmes, encore plus depuis le départ d'un certain Cristiano Ronaldo.

Ce week-end, dans des conditions climatiques dantesques, critiquées par Zinedine Zidane et Thibaut Courtois, le Real Madrid n'a fait qu'un nul contre Osasuna à Pamplune. Pire encore, face au dix-neuvième de Liga, les Merengues n'ont pas trouvé le chemin des filets (score final 0-0). Ce n'est pas la première fois que la feuille de match reste vierge du côté des hommes de Zinedine Zidane (contre le Shakhtar, contre Cadix et la Real Sociedad). Dans son édition du jour, As révèle un fait étonnant et tout aussi terrible. Lors de la rencontre face à Osasuna, les Madrilènes n'ont tiré que huit fois au but, un seul a été cadré. En outre, Karim Benzema est en panne et n'a pas marqué depuis 3 rencontres maintenant. Des chiffres qui dérangent puisqu'entre la fin de la saison 2015-16 et le début de la 2017-18, la Casa Blanca avait réussi à enchaîner 73 rencontres en marquant au moins une réalisation.

En chute libre depuis le départ de CR7

Liga

Le FC Barcelone ne va pas pouvoir se débarrasser de Braithwaite

Recruté pour dépanner, le Danois ne cesse depuis de clamer son envie de rester en Catalogne. Il l'a réaffirmé une nouvelle fois, et ce, alors que son club cherche à vendre pour recruter un nouvel attaquant.

Arrivé au FC Barcelone la saison dernière grâce à la vague de blessés en attaque, Martin Braithwaite (29 ans) n'avait, a priori, qu'une durée de vie limitée au sein du club blaugrana. En effet, l'attaquant danois était censé venir jouer les dépanneurs de service jusqu'à la fin de la saison, avant d'être revendu durant l'été 2020. Mais au final, l'ancien buteur de Toulouse, dont le contrat court jusqu'en 2024, s'accroche au maillot culé. Après une première saison ponctuée par 2 buts inscrits en 11 matches



Depuis le retour de Zidane sur le banc de touche, Madrid a disputé huit matches ayant eu pour score final 0-0 et 15 sans trouver le chemin des filets, cela représente 17% des rencontres jouées sous les ordres du Français, triple vainqueur de la Ligue des Champions. Une panne offensive qui inquiète du côté de la capitale espagnole, d'autant que la comparaison avec l'époque dorée de Cristiano Ronaldo fait vraiment mal à l'effectif en place. Avec le Portugais, le pourcentage chute à 6% ! En effet, le quintuple Ballon d'Or inscrivait une moyenne de 50 buts par saison (450 buts en neuf saisons), ce qui aidait forcément à chaque rencontre un

peu cadencé. Madrid a à peine marqué 30 buts en 18 matches de championnat disputés jusqu'à aujourd'hui (1,7 par séance en moyenne), c'est le pire ratio depuis la saison 2007-2008 après 18 journées après 2018-2019 (26 buts) et première année post-Cristiano Ronaldo. Lors de l'année civile 2017, le Real avait marqué 156 buts, en 2018, 142 buts, mais CR7 était là jusqu'en juin. En 2019, le chemin des filets a été trouvé à 100 reprises et 91 en 2020, pires chiffres depuis 2005. En trois ans, le nombre de buts a chuté de 40% ! De quoi s'inquiéter ?

Avec footmercato.net

de Liga, le Scandinave avait clairement indiqué qu'il ne comptait pas quitter la Catalogne. Obligé de renflouer ses caisses, et face à l'absence de courtisans pour Braithwaite, le Barça s'était alors concentré sur le départ forcé de Luis Suarez pour économiser un gros salaire. Mais cet hiver, le nom du Danois refait à nouveau parler. La situation n'a pas changé à Barcelone.

Martin Braithwaite s'accroche

Si les Blaugranas veulent se renforcer, notamment en

attaque, ils sont obligés de vendre. Sans surprise, le numéro 9 fait partie des joueurs transférables, mais, encore une fois, personne ne s'est manifesté pour l'accueillir. Pour le moment, le dossier de l'attaquant est donc en stand-by du côté catalan. Le Barça trouvera-t-il une solution d'ici la fin du mercato ? Martin Braithwaite, lui, a profité d'une interview accordée à Catalunya Radio pour envoyer un message très clair en vue du marché hivernal, mais aussi pour l'été prochain.

Avec footmercato.net

Baromètres Togo

Référentiel		Sources
Valeur		
Superficie : 56 600 km ²		Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)		Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an		Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)		Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)		Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)		Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)		BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)		CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)		Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C		COFACE
Taux de scolarisation : 83%		INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés		Sources
Valeur		
Taux de croissance : 5,1 (2019)		CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US		populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)		CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)		BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)		FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)		PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)		MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)		Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)		Populationdata



Voltic
UNISSEZ VOS DESIRS EN UN SEUL GESTE
UN SEUL GESTE EN UN SEUL GESTE

Bonne &
Heureuse
Année 2021

Voltic

f t i Voltic Togo

Ne dites plus eau, dites Voltic

CMJN



OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

#CQFS

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : **www.otr.tg** ou **www.dadc.gouv.tg**

f t You Tube

Office Togolais des Recettes - OTR